



Cohésion et développement régional

TOUR D'HORIZON

2023



Banque européenne d'investissement | Groupe

La politique de cohésion de l'Union européenne – qui consiste à investir dans ses régions économiquement plus faibles pour améliorer leur niveau de vie – vise à aider chaque région à réaliser son plein potentiel et à assurer la prospérité de tous les membres de l'UE. La cohésion a été l'une des raisons à l'origine de la création de la Banque européenne d'investissement (BEI) en 1958, et elle continue d'être l'une de ses priorités.

Les financements de la BEI à l'appui de la cohésion soutiennent des projets dans les régions de l'UE dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est inférieur à la moyenne de l'UE. Ces projets doivent relever d'au moins une des priorités de la BEI : innovation (transformation numérique et capital humain) ; villes et régions durables ; énergie durable et ressources naturelles ; financement des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI). La BEI fournit des prêts et d'autres instruments financiers à l'appui de projets et de programmes en faveur de la cohésion économique, sociale et territoriale. En outre, dans les régions relevant de l'objectif de cohésion, la Banque conseille les pouvoirs publics et les promoteurs de projets sur la manière d'améliorer la qualité technique et financière de leurs projets, d'adopter des stratégies efficaces dans des domaines tels que les transports et le climat, de renforcer leurs institutions et d'attirer des financements.

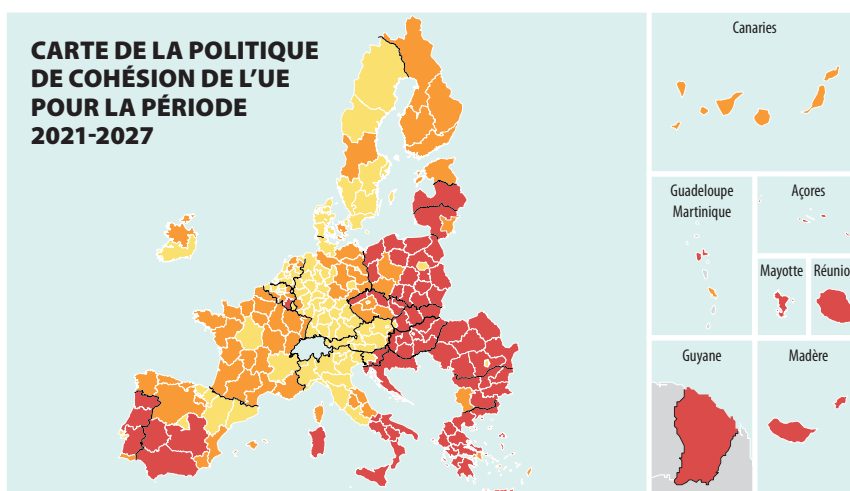
Partie intégrante du Groupe BEI, le Fonds européen d'investissement (FEI), créé en 1994, joue également un rôle important dans la politique de cohésion de l'Union européenne en gérant les fonds de l'UE pour le compte des autorités nationales et régionales.

Les projets relevant de l'objectif de cohésion appuyés par la BEI cherchent à remédier à des inégalités en offrant des possibilités d'emploi et d'éducation, en donnant accès à des infrastructures et des services publics et en créant un environnement sain et durable. Ils aident ainsi les économies à prospérer et favorisent un développement régional équilibré qui ne laisse personne de côté.

FAITS ET CHIFFRES

Les **régions relevant de l'objectif prioritaire de cohésion de la BEI** incluent les régions moins développées (dont le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE) et les **régions en transition** (dont le PIB par habitant est compris entre 75 % et 100 % de la moyenne de l'UE), telles que représentées sur la carte illustrant la politique d'admissibilité au Fonds de cohésion de l'UE. Dans son [document d'orientation sur ses opérations relevant de l'objectif de cohésion](#) pour la période 2021-2027, la BEI s'est engagée à renforcer son soutien à ces régions. Elle consacrera au moins **40 % du total de ses financements dans l'Union européenne** à des projets mis en œuvre dans les régions relevant de l'objectif de cohésion au cours de la période 2023-2024, et au moins 45 % à partir de 2025. La moitié au moins de ce volume sera consacrée aux régions moins développées d'Europe. La Banque est également déterminée à **accroître la part de ses prêts en faveur de l'action pour le climat et de l'environnement** dans les régions en transition et les régions moins développées.

Au cours des deux premières années de l'actuelle période de programmation de sept ans de l'Union européenne, la BEI a accordé 44,7 milliards d'euros de financements à des projets situés dans les régions relevant de l'objectif de cohésion. Ces financements se sont élevés à 24,8 milliards d'euros pour la seule année 2022, soit 46 % du total des signatures dans l'UE. En 2021 et 2022, le pourcentage de la contribution aux objectifs climatiques et environnementaux a été plus élevé dans les prêts à l'appui de la cohésion que dans le total des prêts de la BEI. Au cours de la précédente période de programmation de sept ans (2014-2020), la BEI a accordé un montant total de 123,8 milliards d'euros à l'appui de projets dans les régions de l'UE relevant de l'objectif de cohésion.



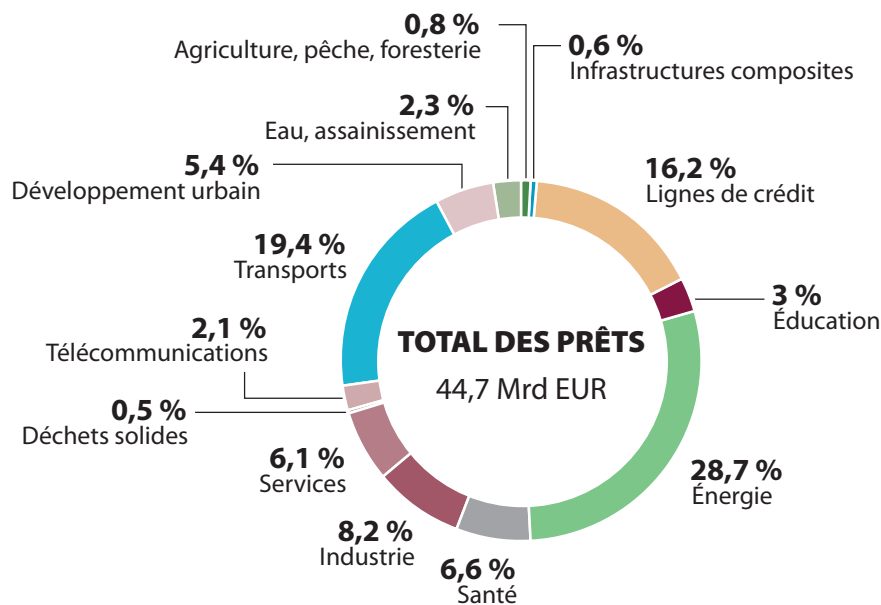
Source : direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne, disponible sur europa.eu

Remarque : les traits épais représentent les frontières nationales et les traits fins délimitent les régions de niveau 2 dans la nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS 2). Les régions moins développées sont indiquées en rouge, les régions en transition en orange et les régions plus développées en jaune.

Catégories de régions

- Régions moins développées (PIB par habitant [en standards de pouvoir d'achat – SPA] inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE-27)
- Régions en transition (PIB par habitant [SPA] compris entre 75 % et 100 % de la moyenne de l'UE-27)
- Régions plus développées (PIB par habitant [SPA] supérieur à 100 % de la moyenne de l'UE-27)

PRÊTS AU TITRE DE L'OBJECTIF DE COHÉSION DANS L'UNION EUROPÉENNE, PAR SECTEUR, SUR LA PÉRIODE 2021-2022



PRÊTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

La BEI est dotée d'un large éventail de produits de financement destinés aux autorités nationales, régionales et municipales, qu'elle utilise en fonction de leurs besoins, qu'il s'agisse de prêts à l'investissement pour de grands projets ou de prêts-cadres pour des projets multisectoriels de plus petite dimension. Elle finance également une partie des obligations nationales de cofinancement au moyen de ses prêts-programmes structurels.

En plus de travailler avec le secteur public, la BEI soutient le secteur privé dans les régions relevant de son objectif prioritaire de cohésion. Environ un tiers de ses prêts profitent aux petites entreprises et aux entreprises de taille intermédiaire grâce à l'intermédiation bancaire. La Banque finance aussi des entreprises de plus grande dimension dans divers secteurs.

Le Groupe BEI soutient également les États membres et les régions de l'UE en investissant des fonds publics via **la mise en place et la gestion d'instruments financiers**. Ces instruments sont principalement financés par des fonds de l'UE en gestion partagée (anciennement appelés Fonds structurels et d'investissement européens)¹ et par la Facilité pour la reprise et la résilience². En ciblant des projets économiquement viables, les instruments financiers soutiennent les investissements au moyen de prêts, de garanties et de fonds propres. Ils ont vocation à remédier aux défaillances du marché et à des situations d'investissement médiocres, en contribuant à la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne et à ses transitions écologique et numérique.

Contrairement aux subventions, les instruments financiers ont un caractère renouvelable, car les fonds investis finissent par être remboursés et peuvent être réutilisés pour soutenir de nouveaux projets. Les instruments financiers créent également de fortes incitations qui favorisent la mise en œuvre réussie des projets. Ils sont efficaces pour mobiliser des ressources financières supplémentaires du secteur privé afin de créer un effet multiplicateur et de maximiser l'impact des fonds publics.

La BEI gère près de 10 milliards d'euros pour le compte d'États membres et de régions de l'UE, grâce à des fonds provenant des cadres financiers pluriannuels 2014-2020 et 2021-2027 et de la Facilité pour la reprise et la résilience. Quelque 6 600 projets situés en Grèce, en Italie, en Pologne, en Espagne, au Portugal, en Lituanie, en Roumanie et à Chypre ont jusqu'à présent bénéficié de ces instruments. En outre, le FEI gère près de 7,8 milliards d'euros d'instruments financiers utilisant des fonds de l'UE. Ces instruments ont soutenu environ 95 000 petites entreprises et ont mobilisé près de 14 milliards d'euros de financements.

Le soutien du Groupe BEI par le biais d'instruments financiers prend la forme d'une combinaison de services en matière de création, de mise en place et de gestion de fonds, de cofinancements et de conseils spécialisés. Les secteurs cibles, qui comprennent l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la recherche et l'innovation, l'aménagement urbain, l'agriculture, le capital humain et les compétences, revêtent une importance particulière pour les régions relevant de l'objectif de cohésion.

1 Plus d'informations en ligne : [Instruments financiers et fonds en gestion partagée](#)

2 Plus d'informations en ligne : [Facilité pour la reprise et la résilience et instruments financiers](#)



Les pays de l'UE peuvent consacrer une partie de leurs fonds en gestion partagée au [Fonds InvestEU](#), qui réunit 13 instruments financiers de l'UE gérés de manière centralisée et le Fonds européen pour les investissements stratégiques en un seul instrument. Cette contribution est volontaire et permet aux pays de bénéficier de la note de crédit élevée de la garantie de l'UE, ce qui permet ensuite de financer des projets plus risqués.

SERVICES DE CONSEIL

En faisant appel à la BEI, les clients bénéficient non seulement d'une contribution financière importante, mais aussi de l'expertise technique, financière et stratégique de la Banque. Les ingénieurs et économistes de la BEI évaluent chaque projet financé, et la Banque met cette expertise à disposition sous la forme de services de conseil aux promoteurs, aux autorités régionales et nationales et aux intermédiaires financiers. Cet appui revêt une importance particulière dans les pays où la capacité à mettre en œuvre des opérations complexes est limitée. Au cours des 15 dernières années, les activités de conseil de la BEI dans les régions relevant de l'objectif de cohésion ont appuyé plus de 1 000 projets, soit environ 50 % de l'ensemble du portefeuille de conseil.

Les mandats et programmes de conseil conjoints de la BEI et de l'UE qui répondent aux besoins particuliers des pays relevant de l'objectif de cohésion comprennent l'Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes ([Jaspers](#)), lancée en 2006, et l'initiative [PASSA](#) (accord concernant des services de conseil à l'appui de projets), lancée en 2014.

Parmi les autres programmes de conseil, on peut citer le [volet « Services de conseil » du dispositif InnovFin](#), qui fournit des orientations aux clients porteurs de projets de recherche et d'innovation afin d'améliorer leur accès au financement et informe les décisionnaires sur l'amélioration des conditions de marché et d'investissement, ainsi que le [Centre européen d'expertise en matière de PPP \(EPEC\)](#), qui assiste le secteur public dans les régions relevant de l'objectif de cohésion dans toute une série de domaines d'intervention et apporte un soutien stratégique à la préparation, la passation des marchés et la gestion des projets en partenariat public-privé.

En 2015, la Commission européenne et la BEI ont lancé la Plateforme européenne de conseil en investissement afin de fournir un plus vaste ensemble de services de conseils comprenant les programmes susmentionnés et des initiatives telles que le Mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux (ELENA), qui appuie des projets locaux relatifs à l'efficacité énergétique, et URBIS, une initiative dédiée aux villes. S'appuyant sur le succès de la Plateforme européenne de conseil en investissement, la [plateforme de conseil InvestEU](#) sert désormais de point d'entrée unique pour les promoteurs de projets et les intermédiaires qui ont besoin d'un soutien consultatif pour ce qui concerne les fonds d'investissement de l'UE gérés de manière centralisée.

Depuis 2015, la BEI, en collaboration avec la Commission européenne, gère également la plateforme [fi-compass](#), qui fournit des services de conseil pour les instruments financiers en gestion partagée. [fi-compass](#) est conçue pour accompagner les autorités de gestion et d'autres parties intéressées en apportant un savoir-faire pratique et des outils de formation sur les instruments financiers.

SOUTENIR UNE TRANSITION JUSTE AFIN DE PARVENIR À LA NEUTRALITÉ CARBONE

La transition vers une économie à zéro émission nette d'ici à 2050 s'accompagnera de profonds défis socio-économiques dans les régions qui sont aujourd'hui largement tributaires d'activités à forte intensité de carbone. La probabilité de pertes d'emplois massives, d'une baisse du PIB régional et d'une diminution des recettes fiscales dans ces régions nécessite l'adoption d'une stratégie favorisant une transition juste et équitable pour tous.

Le Groupe BEI est le principal partenaire de la Commission européenne dans la mise en œuvre du mécanisme pour une transition juste, qui soutient les régions et les populations les plus touchées par un abandon structurel des combustibles fossiles. En 2022, il a publié une proposition globale visant à soutenir les trois piliers du mécanisme :

- la Banque cofinance les investissements au titre du Fonds pour une transition juste (qui octroie principalement des subventions) de la même manière qu'elle cofinance des investissements pour les fonds classiques en gestion partagée ;
- en tant que principal partenaire de mise en œuvre du programme InvestEU, la BEI finance des projets dans le cadre du [dispositif InvestEU pour une transition juste](#), spécialement créé dans ce contexte, afin d'attirer des investissements privés, y compris dans les secteurs de l'énergie et des transports durables ;
- la BEI accorde des prêts dans le cadre de la facilité de prêt au secteur public afin de soutenir des projets d'investissement réalisés par des entités publiques dans les régions les plus touchées. Des subventions de l'UE viendront compléter ces prêts.

En outre, la Banque envisagera de financer jusqu'à 75 % des coûts des projets relatifs à l'énergie en Europe centrale et orientale, au lieu des 50 % habituels, conformément au paquet « Transition énergétique » spécifiquement mis en place au titre de sa politique de prêt dans le secteur de l'énergie publiée en 2019.

PROJETS MARQUANTS

Nouvelle ligne de métro à Athènes

Grâce à un prêt de 730 millions d'euros sur 30 ans, la Banque européenne d'investissement soutient la construction du premier tronçon de la nouvelle ligne 4 du métro d'Athènes. Ce projet contribuera à réduire de 53 000 le nombre de véhicules privés en circulation à Athènes, ce qui se traduira par 318 tonnes d'émissions de CO₂ en moins tous les jours et aidera la ville à relever les défis environnementaux et énergétiques du XXI^e siècle.

[Plus d'informations en ligne](#)

Nouveaux hôpitaux régionaux en Roumanie

Pour améliorer les soins de santé, la Roumanie investit dans trois nouveaux hôpitaux régionaux qui permettront une centralisation et une modernisation des services médicaux. La construction, qui durera quatre ans, devrait coûter environ 1,6 milliard d'euros ; la BEI prêtera près de 930 millions d'euros et fournira une assistance technique.

[Plus d'informations en ligne](#)

Infrastructures liées à l'eau en Sardaigne, Italie

La principale compagnie des eaux de Sardaigne, Abbanoa, a reçu un prêt de 200 millions d'euros de la BEI pour soutenir son plan d'investissement pluriannuel visant à réparer les conduites à l'origine des pertes d'eau du réseau, qui se montent à environ 60 %.

[Plus d'informations en ligne](#)

Développement de l'offre de solutions spatiales en Bulgarie

La BEI a signé un prêt d'amorçage-investissement d'un montant de 10 millions d'euros au maximum avec EnduroSat, une entreprise bulgare à croissance rapide fournissant des solutions pour le marché spatial mondial. Cet apport de ressources soutiendra la croissance d'EnduroSat et sa capacité à poursuivre le développement de nanosatellites et de services spatiaux innovants, hautement performants et abordables, au bénéfice des entreprises, de l'exploration et des équipes scientifiques du monde entier.

[Plus d'informations en ligne](#)

Usine de bioproduits à Kemi, Finlande

L'entreprise finlandaise Metsä Fibre Oy augmente la production de pâte à papier et d'autres bioproduits, tels que la résine liquide et la térébenthine, sur son site de Kemi, dans le nord de la Finlande, grâce à des technologies de pointe. La BEI a accordé un prêt de 200 millions d'euros signé en février 2021 à l'usine de Kemi. Ces fonds représentent une part importante du financement du projet, dont le coût s'élève à 1,85 milliard d'euros au total.

[Plus d'informations en ligne](#)



La nouvelle ligne du métro d'Athènes facilitera les trajets domicile-travail et réduira les émissions grâce à un prêt de 730 millions d'euros de la BEI.



SERVICES DE CONSEIL – FAITS MARQUANTS

Assurer la continuité des services d'eau à Sofia, Bulgarie

Sofiyska Voda, l'entreprise assurant le fonctionnement des services collectifs des eaux de Sofia, gère l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour 1,4 million d'habitants depuis plus de 20 ans. Sofia a sollicité une assistance technique par les services de conseil de la BEI pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement à l'expiration, d'ici quelques années, du contrat conclu avec l'entreprise. Des experts de la BEI et des consultants locaux ont étudié différentes options pour aider Sofia à poursuivre la prestation des services d'eau.

[Plus d'informations en ligne](#)

Une ville polonaise fait peau neuve

Grand centre industriel, Wrocław, dans la région historique de Basse-Silésie, s'appuie sur son patrimoine ainsi que sur ses secteurs de l'éducation et des technologies en plein essor pour se développer. Mais certains quartiers de la ville, la quatrième de Pologne, ont du mal à suivre cette croissance rapide. C'est le cas de la place Społeczny, où convergent plusieurs rues et passages souterrains. Wrocław a ainsi sollicité les services de conseil de la BEI pour l'aider à planifier un grand projet d'aménagement à cet endroit. En plus de définir les caractéristiques et le calendrier du projet, les experts de la BEI ont aidé la ville à estimer les coûts et à élaborer une feuille de route. L'objectif est de transformer la zone concernée, d'une superficie de 30 hectares, en un quartier moderne et multifonctionnel, un endroit où bien vivre et travailler, conçu pour donner accès à tout ce dont on a besoin en moins de 15 minutes à pied ou à vélo.

[Plus d'informations en ligne](#)

Des routes plus sûres à Malte

D'une superficie de seulement 316 km², Malte est le plus petit pays de l'Union européenne. Mais ses routes s'étendent sur 3 096 kilomètres, et l'évolution de la circulation routière ne montre aucun signe de ralentissement. L'autorité maltaise des transports a demandé l'aide de la [Plateforme pour des transports plus sûrs – Conseil en sécurité routière](#), une initiative conjointe de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement, pour améliorer les routes et la sécurité routière du pays. Des experts de la BEI en matière de conseil et des consultants externes ont examiné le système existant de gestion de la sécurité routière et fourni un cadre pour effectuer des évaluations du niveau de sécurité, ainsi que des besoins en matière de formation et de renforcement des connaissances. Grâce à cette assistance, Malte peut désormais mettre en œuvre efficacement les exigences de sa nouvelle directive sur la gestion de la sécurité des infrastructures routières.

[Plus d'informations en ligne](#)



INSTRUMENTS FINANCIERS – FAITS MARQUANTS

Reprise et résilience en Grèce

En septembre 2021, la BEI et la Grèce ont signé un accord portant sur la mise en place d'un nouveau fonds de 5 milliards d'euros destiné à appuyer une reprise et une croissance fortes, durables et inclusives dans le pays. Alimenté par des ressources de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), cet instrument sert à financer des projets conformément au plan national pour la reprise et la résilience de la Grèce. Il s'agit notamment de soutenir des investissements publics et privés dans des domaines prioritaires contribuant à la transition numérique et verte : les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports durables, la protection de l'environnement et la rénovation urbaine. Les projets soutenus par l'instrument financier de la FRR peuvent également bénéficier d'un financement sur les ressources propres de la BEI. La première opération au titre de la FRR en Grèce a été signée en janvier 2023.

[Plus d'informations en ligne](#)

Soutien au secteur agricole andalou

Afin de promouvoir le développement des secteurs agricole et agroalimentaire en Andalousie, la BEI a été mandatée par la collectivité régionale pour mettre en place et gérer un instrument financier d'un montant de 50 millions d'euros au maximum prenant la forme d'une garantie. L'objectif est de mobiliser des ressources privées pour un montant représentant jusqu'à cinq fois celui des fonds publics versés.

[Plus d'informations en ligne](#)

Une meilleure efficacité énergétique des logements en Lituanie

La BEI a mis en place un instrument financier pour le compte des ministères lituaniens des finances et de l'environnement afin de soutenir des projets d'efficacité énergétique dans des immeubles résidentiels. Le fonds créé a utilisé 250 millions d'euros provenant des Fonds structurels et d'investissement européens et a mobilisé avec succès 480 millions d'euros supplémentaires de cofinancements privés. Fin 2022, il soutenait le financement de plus de 1 800 projets, pour un montant total de 585 millions d'euros.

[Plus d'informations en ligne](#)

Instruments financiers à l'appui des petites entreprises à La Réunion, France

Le fonds de fonds La Financière Région Réunion, dont le FEI assure la gestion, a été mis en place à La Réunion avec des ressources du Fonds européen de développement régional. Il a vocation à mettre en œuvre et à gérer deux instruments financiers destinés à soutenir des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. La Région a créé un fonds de prêt de 62 millions d'euros avec des intermédiaires financiers distincts (y compris un cofinancement privé) et un fonds de participation de 10 millions d'euros destiné à co-investir aux côtés d'investisseurs privés.

[Plus d'informations en ligne](#)



Culture sous serres à Almería, Andalousie (Espagne)



RESSOURCES

PUBLICATIONS

- [Document d'orientation sur les opérations de la BEI relevant de l'objectif de cohésion de 2021 à 2027](#)
- [Les activités du Groupe BEI dans les régions de l'UE relevant de l'objectif de cohésion en 2021](#)
- [Soutien au mécanisme pour une transition juste — Proposition globale du Groupe BEI](#)
- [Feuille de route de la banque du climat](#)
- [Politique de prêt de la BEI dans le secteur de l'énergie](#)
- [Régions charbonnières en transition](#)
- [Vers un nouveau modèle de croissance en Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est](#)
- [Regards vers l'Est — Analyse régionale](#)

SITES WEB

- [Développement régional et cohésion](#)
- [Aménagement urbain](#)
- [Accord concernant des services de conseil à l'appui de projets \(PASSA\)](#)
- [fi-compass](#)
- [Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes \(Jaspers\)](#)
- [Centre européen d'expertise en matière de PPP \(EPEC\)](#)
- [Services de conseil du dispositif InnovFin](#)
- [Plateforme de conseil InvestEU](#)

ARTICLES ET BLOGS

- [La cohésion passe au vert](#)
- [Moderniser la politique de cohésion pour mieux lutter contre les changements climatiques dans les pays de l'UE les plus pauvres](#)
- [Utiliser nos fonds pour combler l'écart](#)
- [Cohésion et créativité](#)
- [Un pont vers l'avenir](#)
- [La ressource la plus précieuse de Sardaigne](#)
- [Transports en Roumanie](#)



Cohésion et développement régional TOUR D'HORIZON

2023



Banque européenne
d'investissement | Groupe



CONTACTS POUR LA PRESSE

Vanessa Paul

+352 4379-84331

v.paul@eib.org

Bruno Hoyer

+352 4379-83045

b.hoyer@eib.org

Secrétariat du service de presse

+352 4379-21000

+352 4379-61000

press@eib.org — www.eib.org/press

CONTACTS D'ORDRE GÉNÉRAL

Banque européenne d'investissement

98-100 boulevard Konrad Adenauer

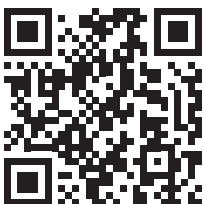
L-2950 Luxembourg

Bureau d'information

+352 4379-22000

+352 4379-62000

info@eib.org — www.eib.org



Ce tour d'horizon, avec des liens vers des articles, des brochures et des vidéos,
est disponible en ligne à l'adresse :

www.eib.org/cohesion